

Collecte des recettes (page 3)

Une contreperformance jamais égalée



L'OBR accuse un déficit de 110 milliards de FBu depuis les 4 derniers mois de l'année fiscale en cours. La machine de facturation serait efficace pour collecter beaucoup de recettes, une fois bien manipulée

COMMERCE



Ngozi

Hausse des prix des denrées alimentaires, une réalité inquiétante (page 2)

EDUCATION



Université de Ngozi

L'Université de Ngozi enregistre des avancées malgré quelques défis (page 5)

TOURISME



Agasumo ka Mwaro

Un site touristique non aménagé (page 7)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial Le tableau s'assombrit



Mélance Maniragaba
rédacteur en chef adjoint

Un déficit de 110 milliards de FBU sur les 4 derniers mois de l'année budgétaire 2024-2025, déclaré par l'autorité compétente, ne peut pas passer inaperçu.

Pire encore, parmi les causes évoquées pour expliquer cette diminution des recettes figurent des facteurs tels que le rôle crucial des agents chargés de maximiser ces recettes, la corruption et la complicité entre les contribuables et les agents, pour ne citer que ceux-là.

Pour l'amour de la patrie, il aurait fallu revoir, par exemple, si les nouvelles recrues au sein de l'office possédaient les critères et remplissaient les

compétences nécessaires pour y travailler. Dans le cas contraire, on s'attendrait toujours à des miracles. Pourtant, les recettes collectées sont affectées à l'intérêt de la patrie à travers la construction des hôpitaux, des routes, des écoles, et bien d'autres infrastructures. Ceux qui organisent les recrutements doivent donc le faire en toute transparence.

De plus, il est possible que les agents de l'OBR ne soient que des boucs-émissaires. Cela pourrait être le cas si les contribuables étaient plus influents que les vérificateurs d'impôts, facilitant ainsi l'évasion fiscale. Dans ce cas, il est légitime de se demander

qui, en réalité, mène les affaires.

Une autre situation préoccupante a trait à ce qui a été publié sur le compte X de l'OBR, le 21 novembre dernier, stipulant que, suite à l'instabilité des connexions Internet, des perturbations dans le rythme normal du travail et du service au contribuable ont été observées.

En dehors de ce qui se passe à l'office, il est impossible d'ignorer la situation globale de la vie quotidienne. Certains diront qu'il s'agit d'un esprit critique qui pousse à évoquer la réalité. D'autres ne manqueront pas de dire, comme nous, que la misère continue de s'intensifier.

Les crises économiques mondiales, les prix prohibitifs, la pénurie de devises, les ruptures répétées d'approvisionnement en carburant, le réseau vétuste de distribution de l'électricité entraînant des coupures intempestives, tout cela impacte l'activité économique et, partant, la collecte des recettes.

Afin d'éviter l'assombrissement du tableau, cette situation doit donc interpeller logiquement et légitimement chacun d'entre nous. Certaines pratiques et comportements doivent absolument cesser pour redorer le blason de l'office.

Du jamais vu ; un déficit record a été enregistré depuis la création de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en 2009, une institution chargée de maximiser les recettes.

COMMERCE

Ngozi : Hausse des prix des denrées alimentaires, une réalité inquiétante

La flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité s'observe dans différents marchés de l'intérieur du pays. Les consommateurs et les vendeurs estiment que cette hausse des prix est due à la pénurie du carburant de type mazout et appellent les autorités habilitées à s'impliquer dans la résolution de ce problème.



La flambée des prix des denrées alimentaires s'observe dans différents marchés de l'intérieur du pays. Les autorités habilitées sont appelées à s'impliquer dans la résolution de ce problème.

Nous sommes jeudi le 28 novembre 2024. Il est 10h53 minutes sous un ciel très nuageux lorsque les reporters du journal Burundi Eco débarquent au marché central de Ngozi. Le constat est que la hausse excessive des prix des denrées alimentaires persiste comme dans les marchés de la capitale économique du pays. Ces derniers sont libellés comme suit :

Le prix du kilo du haricot de la variété jaune s'élève à 5 800 FBU, Kirundo à 3 200 FBU et kinure à 3 500 FBU. Quant au riz Tanzanien, le kilo s'achète à 6 500 FBU. Le riz cultivé localement s'achète à 4 000 FBU et plus. Le petit pois frais s'achète à 20 000 FBU le kilo, et le kilo du petit pois sec s'achète à 11 000 FBU. Pour les Ndagalas secs, un

kilo s'achète à 100 000 FBU.

Concernant les viandes, le prix du kilo de la viande sans os (Umusoso) s'élève à 25 000 FBU et 18 000 FBU pour la viande avec os (cangacanga). Comme les reporters du journal Burundi Eco l'ont constaté, le nombre de vaches disponibles pour l'abattage a aussi diminué et les produits carnés sont insuffisants sur le marché. « Vous voyez qu'il n'y a pas beaucoup de viande. Auparavant, nous vendions environ 50 vaches mais, aujourd'hui, nous ne vendons qu'entre 4 et 6 vaches. Sur le marché d'approvisionnement, le prix des vaches a beaucoup augmenté. Au cours des mois précédents, une vache de race locale se vendait entre 1 500 000 de FBU et 2 000 000 de FBU. Elle se vend maintenant entre 4 millions de FBU et 5 millions de FBU », a indiqué un vendeur de viande y rencontré.

Les commerçants interviewés expliquent qu'ils vendent à un coût élevé parce qu'ils s'approvisionnent à plus cher. « Nous les

vendons à prix cher, car le prix d'approvisionnement a également augmenté. Par conséquent, il y a réduction du nombre de clients suite à leur faible pouvoir d'achat. Mais nous ne pouvons pas accepter de travailler à perte », ont-ils indiqué.

Ces commerçants pensent que cette hausse des prix des denrées alimentaires est liée à la pénurie du carburant de type mazout. Les consommateurs, quant à eux, sont dans le désarroi total et ne savent pas à quel saint se vouer. « Nous nous échinons pour joindre les deux bouts du mois, mais nous ne pouvons manger ni la viande ni les Ndagalas, car leurs prix sont hors de portée », se lamente une dame rencontrée au marché central de Ngozi.

Les commerçants et les consommateurs appellent les autorités habilitées à résoudre ce problème afin de stabiliser les prix.

Le tableau ci-dessous montre le prix des autres denrées alimentaires au marché central de Ngozi

Articles	Prix en FBU /kg
Farine de maïs Isembe	3 500
Farine jaune de maïs	6 000
Pomme de terre	2 500
Haricots dénommés Ruvuzo ou Burengeti	4 500
Haricots de la variété Muyugubwe	4 300
Haricots de la variété Gisoda	3 300
Grains de maïs	Entre 3 000 et 3500
Grains de soja	4 500
Oignons rouges	3 000
Oignons blancs	3 000
Colocases	3 000
Prunes du japon	6 000
Maracoudja	12 000
Huile de palme raffinée (Grand kinju)	18 000
Huile de palme (Grand kinju)	9 000

Aline Niyibigira

BurundiEco

Media partenaire sous-économique #100%

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba
Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 06 Décembre 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2887	2934
Euro	3053	3102
Shi. Kenyan	22,3436	22,7040
Shi. Tanzanien	1,1023	1,1200
Shi. Ougandais	0,7871	0,7998
Fr Rwandais	2,1072	2,1412

Collecte des recettes : un target raté

Crise économique mondiale, manipulations de la facture électronique, départ des agents de l'Office Burundais des Recettes (OBR), pénurie de carburant, carence des devises, changements climatiques... telles sont les unes des causes de la chute des recettes collectées par l'OBR durant les 4 derniers mois. Ce qui a fait que l'office a connu un déficit de 110 milliards de FBu de prévisions préétablies



L'OBR accuse un déficit de 110 milliards de FBu depuis les 4 derniers mois de l'année fiscale en cours (Photos OBR)

Tout à commencer par une réunion animée par Audace Niyonzima, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique le 29 novembre 2024 à l'endroit des hauts cadres de l'Office Burundais des Recettes (OBR). A cette occasion, il a fait remarquer que les indicateurs de collecte des recettes des quatre derniers mois ne sont pas au vert avant de déplorer qu'une des causes de la diminution des recettes est liée à des tricheries faites par certains agents de l'OBR en complicité avec les contribuables.

Lors de la 9ème édition de la journée du contribuable le 3 décembre 2024, le ministre a avoué que des contribuables trompent les agents de l'OBR, donnent des pots de vin ou en complicité avec ceux-ci organisent la fraude et la contrebande.

Il a déploré que les déclarants

minorent les valeurs et les quantités, ne déclarent pas la vraie quantité contenue dans les camions. Ce qui fait qu'ils volent le contribuable et l'Etat.

« Les déclarants ou agents en douane supposent déclarer 10 millions de FBu et déposent 2 millions de FBu dans le trésor public. A leur tour, les faux calculs des vérificateurs des impôts font perdre sur chaque camion 4 millions de FBu », regrette-t-il avant de préciser que même les conseillers fiscaux sont dans la cadence des autres.

M.Niyonzima déplore également

qu'une entreprise peut être exonérée des impôts et taxes sur 5 ans (période d'essai), mais peut passer 10 ans sans s'acquitter de son devoir fiscal. Cela si les exonérations ne sont pas détournées. Il invite à produire beaucoup pour exporter le surplus. Pour le ministre, gagner de l'argent va de pair avec la production et changer n'est pas un métier.

Des réalités tout azimut

A l'occasion de la journée du contribuable, Jean Claude Manirakiza, ex-commissaire général de l'OBR a reconnu que cette institution chargée de maximiser

les recettes accuse un déficit de 110 milliards de FBu depuis les 4 derniers mois de l'année fiscale en cours (année fiscale 2024-2025). On a collecté 658,13 milliards de FBu sur 786,95 milliards de FBu prévus.

Il signale que sur 101 camions, il a été remarqué que 23 camions seulement ont fait de bonnes déclarations. « Une équipe de faussaires de la TVA a été créée occasionnant ainsi une perte de 4 milliards de FBu sur 48 contribuables inspectés », annonce M.Manirakiza.

Il notifie aussi que 77 agents de l'OBR à majorité des informaticiens

ont abandonné le travail dont 10 se sont envolés pour l'étranger et 23 ont été révoqués de leur fonction suite à la corruption ou à la fraude fiscale.

L'ancien commissaire général de l'OBR a annoncé en outre que les crises économiques mondiales, le manque de devises, la pénurie récurrente du carburant, les changements climatiques qui ont occasionné des inondations, la manipulation des machines à facturation électronique ont influencé le déficit fiscal.

Des points de vue partagés

Floribert Nzoyihera, président de l'Association Burundaise des Agences en Douane et Transitaires (ABADT) attribue d'abord le déficit fiscal à la balance commerciale qui est déficitaire.

Toutefois, il reconnaît que tout n'est pas rose au niveau de leur métier de déclarants, mais que leur association essaie de travailler avec professionnalisme.

Hon. Olivier Suguru, président de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie propose d'octroyer des machines à facturation électronique à tous les opérateurs économiques afin que ceux-ci puissent opérer et faire des déclarations étant dans les mêmes conditions.

Mélance Maniragaba

ENTREPRENEURIAT

Ngozi : Les détenues déterminées à s'autonomiser

Entre les murs de la prison centrale de Ngozi, les femmes en situation carcérale se consacrent au tissage des œuvres d'art, à savoir : les paniers et les corbeilles à l'aide des fils retirés des sacs. Ce qui leur permet de survivre et de subvenir à leurs besoins. Un travail ardu qui révèle à la fois la résilience malgré la privation de liberté



Les femmes détenues à la prison centrale de Ngozi se consacrent au tissage des œuvres d'art, à savoir : les paniers et les corbeilles à l'aide des fils retirés des sacs, une activité qui leur permet de subvenir à leurs besoins.

15h30 », a-t-elle expliqué.

Cette femme choisie parmi tant d'autres pour vendre ces paniers a affirmé qu'elle aide son mari pour assurer la survie de leurs enfants. « Mes enfants sont à la maison avec mon mari. Si je gagne beaucoup d'argent, j'envoie la ration à la maison pour aider mon mari à nourrir nos enfants », a-t-elle déclaré.

Elle a également précisé que ce métier les aide à se procurer ce dont elles ont besoin. « Lorsqu'une femme entre ici, elle doit bénéficier d'une formation liée à notre métier. Toutes les femmes d'ici sont capables de l'exercer et cela nous aide car lorsqu'un panier est fini, il est vendu et nous pouvons nous acheter ce dont nous avons besoin comme le charbon, les ndagalas, les savons ou le lait de beauté »,

a-t-elle expliqué avant d'ajouter qu'elles doivent travailler puisque les parentés et les amis ne peuvent pas venir leur rendre visite tous les jours avec de l'argent.

Simple équipement et prix abordables

Cependant, les outils nécessaires pour le tissage des paniers et des corbeilles ne sont pas du tout

difficiles à obtenir et les prix des objets finis sont accessibles. « Il y a des gens qui apportent des fils ici et nous en profitons pour pouvoir tisser ces paniers et corbeilles que vous voyez ici », explique-t-elle. Le panier est difficile à fabriquer et prend trois semaines de travail sans interruption, tandis que la corbeille nécessite entre une et deux semaines de travail. En ce qui concerne les prix, ils sont abordables. Un panier s'achète à 18 000 FBu et le coût d'une corbeille s'élève à 7 000 FBu.

D'où provient le capital ?

Cette femme rencontrée explique que lorsqu'elles trouvent de l'argent, elles ne se contentent pas de s'acheter ce dont elles ont besoin en priorité. « Si quelqu'un vient te rendre visite et te donne de l'argent, tu ne l'utilises pas pour acheter du sel ou du savon. Tu choisis plutôt de le conserver pour acheter les sacs dont tu retires les fils à utiliser pour la fabrication du panier », a-t-elle précisé.

Elle lance un appel vibrant à toutes les autres femmes où qu'elles se trouvent pour qu'elles travaillent afin que chaque bouche ait à manger et que chaque poche ait de l'argent.

Aline Niyibigira

Dolomie : un amendement utilisé dans l'agriculture produit localement

Six usines locales productrices d'une dolomie de qualité sont en activité pour fournir cet amendement agricole aux bénéficiaires ciblés par le projet PAGRIS relevant de IFDC. Ces partenaires de IFDC enregistrent des résultats positifs et parviennent à produire toute la quantité de dolomie commandée malgré l'omniprésence de quelques défis. L'utilisation intégrée de cet amendement agricole permet de restaurer la fertilité du sol



Six usines locales productrices d'une dolomie de qualité sont en activité pour fournir cet amendement agricole aux bénéficiaires ciblés par le projet PAGRIS relevant de IFDC.

Une équipe de l'International Fertilizer Development Center (IFDC) dirigée par Oscar Nduwimana, responsable du projet pilote Dolomie, a effectué une visite le mardi 3 décembre 2024 auprès des usines de production de dolomie ayant un contrat de partenariat avec IFDC. Cette équipe était accompagnée de quelques professionnels des médias.

Engagé à promouvoir une gestion écologiquement durable des sols au Burundi, IFDC collabore étroitement avec six usines locales productrices de dolomie afin de fournir cet intrant agricole aux bénéficiaires ciblés par le projet PAGRIS. Il s'agit des usines : AB Géoscience, Stone Society, EFCCO, Itracom Fertilizer, Établissement Jérémie Ngendakumana et Dolo Production Company Limited. Trois de ces entreprises ont été visitées.

De l'extraction des calcaires dolomitiques à la production de la dolomie

La première usine productrice de dolomie visitée est l'Atelier et Bureau Géoscience situé dans la zone Buyenzi, non loin du

marché de Ruvumera. Protais Sindimwo, directeur général de cette entreprise, explique que le processus de production de cet intrant agricole essentiel pour la croissance des plantes est le travail en chaîne « Ces calcaires dolomitiques nous parviennent de la province de Cibitoke bien qu'il en existe une grande réserve dans la province de Rutana », indique M. Sindimwo, avant de préciser que les réserves de dolomie de la province de Cibitoke sont estimées à plus de 4 millions de tonnes tandis que celle



Oscar Nduwimana, responsable du projet pilote Dolomie : « les recherches effectuées ont montré que plus de 73 % des sols du Burundi sont fortement acides avec un pH inférieur à 5,5 »

de Rutana est estimée à plus de 800 millions de tonnes. « L'exploitation du calcaire dolomitique va durer longtemps, voire des centaines d'années », confirme le patron de l'Atelier et Bureau de Géoscience.

Il ajoute que le transport de ces pierres riches en Calcium (Ca) et Magnésium (Mg) est suivi d'un travail de concassage. Deux concasseurs effectuent cette opération de manière successive. Ensuite vient l'étape de broyage qui précède le tamisage pour obtenir une dolomie plus fine, qui répond aux normes exigées par IFDC.

La dolomie, une solution pour les sols acides

Selon Oscar Nduwimana, responsable du projet pilote Dolomie, les recherches effectuées ont montré que plus de 73 % des sols du Burundi sont fortement acides avec un pH inférieur à 5,5. Ces sols souffrent d'une carence en éléments nutritifs dont les plantes ont besoin pour leur croissance, notamment le phosphore, le potassium, le calcium et le magnésium.

M. Nduwimana indique également

de partenariat avec IFDC doivent produire une dolomie qui respecte les normes standards, mais qui doit également être de qualité pure. Spécifiquement, il faut que la teneur en Calcium (Ca) soit comprise entre 19 et 22 %, et la teneur en Magnésium (Mg) soit comprise entre 28 et 32 %.

Pour Nduwimana, IFDC exige également de ses partenaires producteurs de dolomie que le pH minimal de cet intrant soit de 9 % pour qu'il ait une valeur neutralisante suffisante. Quant à la pureté, ces producteurs doivent livrer un produit pur à 95 %, c'est-à-dire une dolomie ne contenant ni poussière ni autres métaux lourds non conformes aux normes de la dolomie.

Ainsi, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) participe activement au contrôle de la qualité de la dolomie produite par les partenaires de IFDC. « Cette institution étatique effectuée des visites sur terrain, prélève des échantillons et fournit les résultats », précise M. Nduwimana avant de souligner que l'efficacité de la dolomie dépend de sa bonne qualité et de son dosage correct. Un autre élément important concernant la qualité de la dolomie acceptée par les normes de IFDC est le taux de finesse granulométrique. Il est exigé que 70 à 80 % de la dolomie aient un taux de finesse granulométrique inférieure à 1 mm de diamètre, tandis que le reste ne peut pas dépasser 2 mm de diamètre. Cela afin de promouvoir l'efficacité et la durabilité de cet intrant.

IFDC conseille aux agriculteurs d'utiliser la dolomie dans un cadre intégré, c'est-à-dire mélangé avec d'autres intrants agricoles, notamment la fumure organique, la fumure organo-minérale et les bonnes semences, pour un meilleur rendement de production. Ainsi, cette organisation a déjà fourni plus de 30 milles de tonnes de dolomie à plus de 78 000 agriculteurs pour lutter contre l'acidité du sol.

Une production efficace malgré les mauvaises conditions de travail

La quasi-totalité des entreprises productrices de dolomie visitées ont évoqué la coupure intempestive du courant électrique et la pénurie de carburant comme des défis majeurs auxquels elles font face. Certaines préfèrent ajuster leur programme de travail et opérer la nuit.

Toutefois, le responsable du projet pilote Dolomie est satisfait de la qualité des produits livrés par ces entreprises, ainsi que du respect des délais de livraison, car elles parviennent à fournir la quantité nécessaire malgré les défis.

Une production qui épargne les devises

La production locale de dolomie permet d'épargner les devises qui auraient été utilisées pour importer cet intrant indispensable à l'agriculture au Burundi. Pour le chef du projet pilote Dolomie, elle constitue également un grand avantage pour les agriculteurs burundais, car ils bénéficient d'un accès illimité à ce produit, et le coût du transport reste abordable en raison de la grande quantité de dolomie disponible dans le sous-sol burundais.

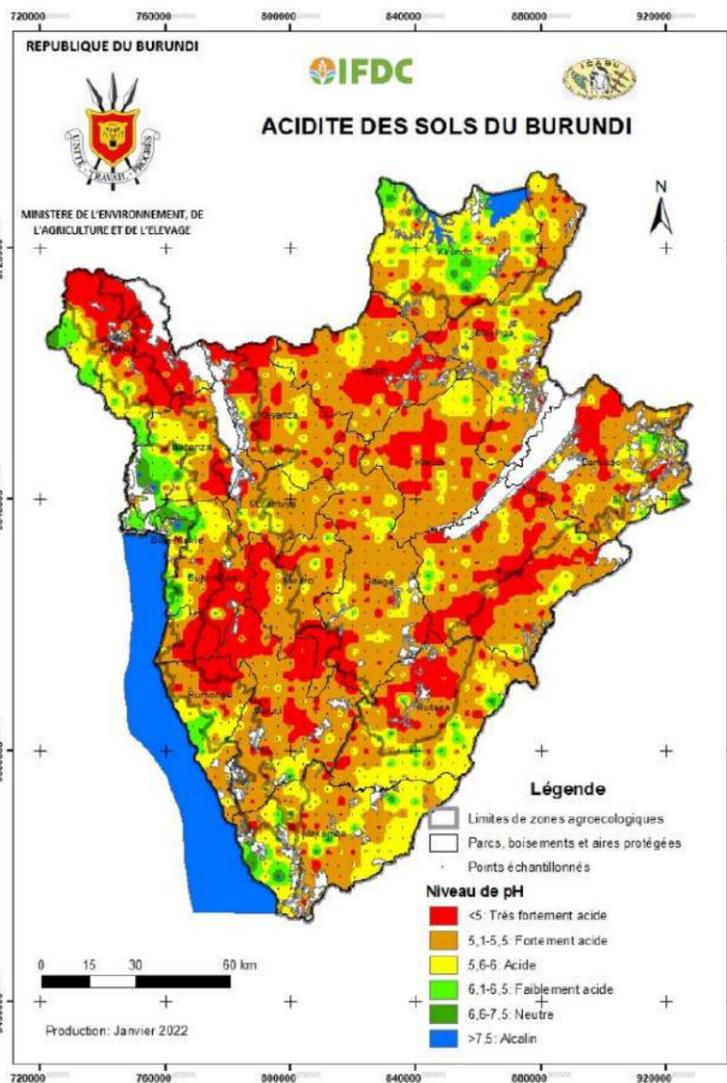
Le projet pilote Dolomie fait partie d'un grand projet PAGRIS (Projet d'Appui pour une Gestion Responsable et Intégrée des Sols) mis en œuvre par IFDC et financé par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Burundi.

que les sols acides contiennent des éléments toxiques tels que l'aluminium (Al), le fer (Fe) et le manganèse (Mn). Selon lui, ces sols connaissent une activité biologique très ralentie et la population microbienne, notamment les vers de terre, disparaît en raison de cette acidité. Par conséquent, le développement des racines des plantes est entravé. Ce qui explique la faible croissance des plantes. D'où l'importance de restaurer la fertilité de ces sols par l'application de la dolomie qui élève le pH au-delà du seuil critique de 5,5, tout en apportant le Calcium (Ca) et le Magnésium (Mg) manquant dans les sols burundais.

« Le souci du projet pilote Dolomie est de trouver une solution aux problèmes d'acidité des sols et de faciliter l'accès à la dolomie pour les agriculteurs qui ont besoin de restaurer durablement la fertilité de leurs sols », précise le responsable du projet.

Ce n'est que la qualité de la dolomie qui compte

Les usines productrices de dolomie ayant signé un contrat



L'Université de Ngozi enregistre des avancées malgré quelques défis

L'Université de Ngozi enregistre des avancées. Depuis 1999, elle est passée de 400 étudiants à plus de 2200 étudiants répartis sur 3 campus. Elle est également passée de 6 à 15 facultés. Elle offre des formations dans 8 masters. Elle est accréditée à l'EAC. L'agronomie est sa faculté phare. Elle a déjà initié un centre de recherche agronomique et rurale doté de 3 laboratoires. Cette université se réjouit des résultats de la recherche



L'Université de Ngozi est la première université privée au Burundi

L'Université de Ngozi évolue sain et sauf, indique mercredi le 27 novembre 2027 Libère Ndayisenga, directeur administratif et financier au sein de cette université.

Il explique qu'elle a commencé ses activités en 1999 avec 400 étudiants. Actuellement, elle compte plus de 2200 étudiants dont plus de 50% sont de sexe féminin. Elle a déjà octroyé des diplômes universitaires estimés à plus de 6000 étudiants.

Au départ, elle proposait 6 facultés. Actuellement, on arrive à 15 facultés et 9 instituts. Elle offre aussi des formations dans 8 masters.

L'agronomie, sa faculté phare

Ndayisenga fait savoir que l'agronomie est la faculté phare de l'Université de Ngozi. Cette dernière dispose d'un centre de recherche agronomique et rurale doté de trois laboratoires qui sont entre autres les laboratoires de microbiologie, de semences et de biochimie.

Et de renchérir que ces laboratoires disposent des équipements de haut niveau et tout cela sous le financement estimé à 45 millions USD de l'ambassade des Etats Unis d'Amérique au Burundi à travers l'Ong USAID.

Avec ce centre de recherche, il souligne que l'Université de Ngozi a contribué au développement de la filière riz et le résultat est que presque tout le riz cultivé au Nord et au Sud du pays a été multiplié à l'université de Ngozi.

Elle s'est aussi concentrée sur le développement de l'agriculture des tomates, de oignons et des amarantes. Il y a même un document produit à cette université qui montre la plus-value de la consommation des amarantes sur l'amélioration de la santé humaine.

Les communautés à faibles revenus, une priorité

«Nous aidons les communautés à faibles revenus tel que les Batwa pour leur permettre d'améliorer leurs techniques agricoles dans l'objectif de parvenir à l'autodéveloppement», souligne-t-il.

De plus, après avoir constaté que la majorité des aliments consommés par la population burundaise contiennent des toxines, Ndayikeza affirme que l'université de Ngozi en collaboration avec l'IFDC a initié un travail de recherche sur la technique de vermicompostage.

Le vermicompostage présente plusieurs avantages. Le développement de cette technique permet l'amélioration de la production agricole et la résistance des cultures à différentes pathologies grâce à l'utilisation

du vermicompost qui est l'amendement organique issu du vermicompostage.

La première phase de la recherche sur le vermicompostage a été clôturée et tous les travaux ont été financés à hauteur de 300 millions de FBu.

Il promet que l'Université de Ngozi va continuer les travaux jusqu'à ce que la population s'approprie elle-même l'utilisation de la technique du vermicompostage dans l'optique de booster la production agricole.

Ce cadre de l'Université de Ngozi fait savoir que cette structure universitaire a le devoir de rendre un bon service à la communauté.

Les stratégies adoptées pour attirer les nouveaux étudiants

Pour gagner le pari, il précise qu'on a cherché un personnel expérimenté et des partenaires techniques et financiers. On a beaucoup développé le partenariat entre cette université et les Ongs, les hôpitaux, les ambassades ainsi que les universités tant locales qu'étrangères telles que l'Université du Burundi, l'Ecole Nationale Supérieure, l'Université Polytechnique de Gitega, les universités espagnoles, italiennes, russes, françaises, etc. Et chaque partenaire a son domaine d'intervention.

Il ajoute aussi le bon leadership qui a caractérisé le conseil d'administration et le rectorat. S'il est émaillé de certaines déconvenues, Ndayisenga précise que tout s'effondre.

«C'est pourquoi il y a un effectif non négligeable d'étudiants qui viennent poursuivre leurs études universitaires ici», renchérit-il.

Il explique qu'ils sont attirés par la qualité de l'enseignement qui est à l'honneur à ladite université. Les enseignements y dispensés répondent bien aux besoins du marché (l'Adéquation Formation-Emploi).

Ce qui témoigne cela est que les lauréats de cette université se



Libère Ndayisenga, directeur administratif et financier : «L'agronomie est la faculté phare de l'Université de Ngozi»

portent à merveille sur le marché du travail. Pas mal de ces derniers occupent de hautes fonctions dans les structures tant publiques que privées.

L'Université de Ngozi est accréditée à l'EAC

Actuellement, l'Université de Ngozi est une structure d'enseignement supérieur accréditée à l'EAC. Elle occupe même le poste de secrétaire du réseau des universités accréditées à l'EAC. C'est dans ce cadre que l'Université de Ngozi a offert à trois étudiants ressortissants de la RDC trois bourses d'études.

Pour être accrédité à l'EAC, Ndayisenga indique qu'on doit remplir certaines conditions telle que la qualité de l'enseignement, la contribution des lauréats au développement du pays, l'état des lieux de la recherche et les étudiants disponibles.

On vérifie aussi si les facultés et instituts disponibles répondent au principe de l'Adéquation Formation-Emploi.

Pourquoi l'accréditation ?

Selon Ndayisenga, l'avantage pour une université d'être accrédité à l'EAC est que les lauréats de cette université trouvent l'occasion de traverser les frontières de leurs pays d'origine à la recherche de l'emploi dans la zone EAC, car les universités réunies dans ce réseau suivent les mêmes programmes.

De surcroît, on a également mis en place un centre dénommé «American corner Ngozi» pour permettre aux étudiants d'améliorer leur niveau d'Anglais et de se connecter au monde extérieur.

Un centre intitulé «Ideas Box» a été aussi mis en place à cette Université. L'objectif est de favoriser l'accès à la mobilité et l'employabilité des jeunes au Burundi.

Quid des défis ?

Pourtant, des défis ne manquent pas. Il cite notamment le personnel qui n'est pas suffisant. Ce qui fait qu'on fait souvent recours aux

professeurs des autres universités locales et étrangères pour satisfaire ses étudiants.

L'insuffisance des moyens financiers suffisants n'est pas en laisse. Libère Ndayisenga déplore le fait que l'Université de Ngozi compte seulement sur le minerval des étudiants. Selon lui, cela limite les activités de cette université.

Notons que l'Université de Ngozi est la première université privée qui a commencé ses activités au Burundi. Elle est opérationnelle depuis 1999. Elle dispose d'environ 60 professeurs à temps plein et recourt à 100 et 150 autres à temps partiel par an. Elle arrive à trois campus dont deux sont situés au chef-lieu de la province de Ngozi et un à la capitale économique et compte ouvrir le quatrième au chef-lieu de la province de Kayanza.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Intégration dans la CEA. Oui, mais...

L'intégration dans la Communauté Est-Africaine (CEA) est inévitable et elle présente des avantages considérables. Amb. Jacques Ngendakumana, retraité ayant occupé plusieurs fonctions techniques et diplomatiques, conseille de développer l'industrie afin de tirer pleinement profit de cette intégration. Cela s'est exprimé à l'occasion de la célébration du 25ème anniversaire de la création de cette communauté, le 30 novembre 2024



Amb. Jacques Ngendakumana : « Pour tirer pleinement profit de l'intégration dans la CEA, il faut que le pays soit industrialisé. »

« Le pays ne peut pas éviter d'intégrer la Communauté Est-Africaine (CEA) vu sa situation géographique. Il se retrouve enclavé parmi les pays membres de cette communauté, où passe d'ailleurs la majorité de son commerce extérieur », explique Jacques Ngendakumana, un retraité septuagénaire. Diplômé en philosophie politique et en économie, spécialisé en monnaie et finances, il a occupé de nombreuses fonctions, à savoir : ambassadeur du Burundi en Ouganda, administrateur directeur général de la Banque Populaire, directeur général du budget et de la comptabilité publique, chef de cabinet, secrétaire permanent, coordinateur des réformes et cadre du partenariat avec les bailleurs de fonds au sein du ministère en charge des finances...

Cependant, il rappelle que le Burundi ne partage pas le même passé colonial avec les autres pays membres de la communauté.

Pour Amb. Ngendakumana, au-delà de l'appartenance à un marché élargi, l'adhésion à la CEA a apporté de nombreux avantages. Des banques solides et des compagnies d'assurance, comme KCB, CRDB, DTB et Jubilee Insurance, ont ouvert leurs portes dans le pays. « De grandes entreprises comme AZAM ont également vu le jour, créant ainsi des richesses et des opportunités », souligne-t-il.

Suppression des barrières non tarifaires

Amb. Ngendakumana a également salué la suppression des barrières non tarifaires au sein de la CEA. « Aujourd'hui, le temps que met un camion pour partir du port de Dar-es-Salaam (Tanzanie) ou du port de Mombasa (Kenya) pour arriver au Burundi a sensiblement diminué. Il roule comme s'il était à l'intérieur de son propre pays », se réjouit-il. Il poursuit : « Très récemment, des barrières non tarifaires ont été supprimées entre le Burundi et la RDC au niveau du tronçon Chanic-Gatumba frontière. Ce qui a un impact direct sur le commerce transfrontalier »

Outre la circulation des marchandises, la libre circulation des personnes est également facilitée, et il n'est plus nécessaire de détenir un visa. Toutefois, il déplore que les facilités pour le travail ne soient pas encore bien établies. Chaque pays cherche à protéger ses emplois. Malgré cela, il reste optimiste : « Comme les titres académiques ont été harmonisés, cela facilitera l'accès à l'emploi. »

Les Burundais privilégiés

Amb. Ngendakumana annonce que les Burundais bénéficient d'un avantage par rapport aux

ressortissants des autres pays membres de la CEA. Ceux ayant suivi un cursus scolaire complet disposent de compétences solides en Français et en Anglais. « Lorsqu'ils chercheront un emploi dans des pays anglophones, ils n'auront pas besoin de formations linguistiques préalables », précise-t-il.

Il évoque également des Burundais, tels que des médecins, des informaticiens et des ingénieurs en construction, qui travaillent avec succès dans les autres pays membres de la CEA.

Industrialisation d'abord

Pour tirer pleinement profit de cette intégration, Amb. Ngendakumana recommande l'industrialisation du pays. Il regrette que l'agriculture soit encore principalement de subsistance et que les richesses minières ne soient pas transformées sur place. Selon lui, il serait crucial de vendre des produits finis, en encourageant les investisseurs.

Concernant le déficit énergétique, qui pourrait freiner l'essor des investisseurs, il reconnaît que ce défi est en voie d'être résolu. « Le problème réside dans le réseau de distribution vétuste, qu'il faut renouveler ou remplacer par un nouveau réseau, en invitant les investisseurs à le financer », explique-t-il.

Quant à la pénurie des devises, Amb. Ngendakumana estime qu'il faut accepter certaines conditions, même contraignantes pour survivre en se soumettant aux bailleurs de fonds traditionnels afin qu'ils dégèlent les appuis. « Cela peut être fait discrètement pour redresser la situation. Si on ne le fait pas, les portes resteront fermées », affirme-t-il.



« Aujourd'hui, le temps que met un camion pour partir du port de Dar-es-Salaam (Tanzanie) ou du port de Mombasa (Kenya) pour arriver au Burundi a sensiblement diminué. »

Le rêve d'un marché commun

Amb. Ngendakumana se souvient que le président ougandais Yoweri Museveni parlait d'un marché élargi pour stimuler les échanges, à l'image des États-Unis d'Amérique (USA). « Les USA n'ont pas besoin d'importer et se concentrent sur leur marché intérieur. Si nous sommes économiquement intégrés, même les conflits se résolvent plus facilement. Les citoyens peuvent se concentrer sur autre chose que la politique », rapporte-t-il.

Il rappelle que le traité créant la CEA a été signé le 30 novembre 1999 à Arusha en Tanzanie. Il est

entré en vigueur le 7 juillet 2000, après sa ratification par les trois États fondateurs qui sont le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

L'ancien haut fonctionnaire souligne que l'objectif principal de la création de la CEA était l'intégration économique qui aurait dû évoluer jusqu'à la création d'une monnaie unique. Cependant, les critères de convergence macroéconomique, notamment l'inflation, le déficit budgétaire, les réserves de change et le déficit de la balance des paiements, ne facilitent pas la création de cette monnaie. Il applaudit cependant l'utilisation des monnaies locales dans les pays membres de la CEA. Ce qui

lui rappelle l'époque des années 1990, lorsque la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP) devenue le COMESA avait introduit une unité de compte pour le change.

Aujourd'hui, la CEA est passée de trois États fondateurs en 1999 à huit membres en 2024. Elle s'est élargie avec l'intégration du Burundi et du Rwanda (2007), du Soudan du Sud (2016), de la République Démocratique du Congo (2022) et de la République Fédérale de Somalie (2024).

Mélance Maniragaba

Des priorités pour la promotion du secteur genre

Le Burundi a enregistré des avancées notables en matière d'égalité des genres, notamment à travers la promotion des droits des femmes, l'autonomisation économique des femmes, etc. Néanmoins, la mobilisation financière destinée au genre demeure essentielle. Dans ce contexte, la Banque Mondiale a réaffirmé son engagement à accompagner le gouvernement du Burundi dans ce domaine



D'après les participants à l'atelier consacré à la réflexion et au plaidoyer pour la mise en œuvre des priorités de la politique de genre, le financement adéquat de l'éducation des filles dès leur jeune âge doit être une priorité absolue.

Compte tenu des engagements déjà pris par le gouvernement du Burundi en faveur de l'égalité des genres, notamment à travers la promotion des droits des femmes, l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre (VBG), il est crucial d'augmenter la part allouée à ce secteur dans le budget général de l'Etat. C'est ce qu'a souligné Imelde Sabushimike, ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre lors d'un atelier de haut niveau qui s'est tenu mardi le 26 novembre 2024 à Bujumbura.

Cet événement axé sur la réflexion et le plaidoyer pour la mise en œuvre des priorités de la politique genre a réuni divers partenaires au développement du Burundi parmi lesquels figurent la Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'ONU Femmes), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), etc.

Lors de sa présentation, Donatienne Girukwishaka, directrice générale de la Promotion de la Femme et de l'Egalité du Genre a précisé que le genre ne dispose pas toujours de lignes budgétaires spécifiques. Les fonds alloués à la promotion

du genre restent insuffisants pour mener des actions durables. Elle a illustré son propos en évoquant le budget consacré à la jeunesse et à la protection sociale qui aborde indirectement les questions de genre. Ce budget représente environ 2,9 % du budget global pour l'exercice 2023/2024, selon la loi de finances 2024-2025.

Cet atelier s'inscrivait dans le cadre du « Groupe Sectoriel Genre » ainsi que de la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, édition 2024.

L'éducation des filles dès leur jeune âge

Hawa Cissé Wagué, représentante résidente de la Banque Mondiale au Burundi a signalé que l'éducation des filles devrait être une priorité absolue en leur fournissant tous les moyens nécessaires. Selon elle, si les filles ne parviennent pas à terminer leur scolarité secondaire, elles ne pourront pas contribuer

efficacement au développement économique et sociale du pays. Il est donc impératif d'investir dans l'éducation des jeunes filles.

De plus, dans un monde en constante évolution technologique, elle a souligné l'importance de la digitalisation dans la promotion de l'égalité des genres. Actuellement, le développement passe par la digitalisation qui permet d'accélérer les progrès dans divers domaines. A ce titre, la digitalisation doit être un élément clé à considérer pour favoriser l'autonomisation des filles et des femmes, a-t-elle insisté.

Selon la présentation de Girukwishaka, plusieurs défis subsistent, notamment la pauvreté des ménages, la parité dans l'éducation fondamentale, ainsi qu'un faible taux de transition au post fondamental (68 %) et un faible taux de formation professionnelle (30 %). De plus, les normes sociales privilégient l'éducation des garçons par rapport à celle des filles, ce qui contribue à des niveaux élevés de grossesses non désirées,

etc. Parallèlement, celui qui a représenté l'Union Européenne a indiqué qu'une jeune fille sur cinq termine ses études. De surcroît, seulement 3 % des femmes rurales ont un emploi, ce qui souligne la nécessité d'investir davantage dans l'éducation des filles.

La Banque Mondiale perpétuellement engagée dans le soutien des femmes

Au Burundi, la Banque Mondiale met en œuvre des programmes axés sur le capital humain, l'éducation, la santé et la protection sociale, entre autres. Récemment, elle a également développé une stratégie genre pour la période 2024-2030 visant à accélérer l'égalité des genres afin d'éradiquer la pauvreté tout en préservant un environnement viable. La représentante résidente de la Banque Mondiale au Burundi a souligné que l'égalité des genres est une condition sine qua non pour le développement à l'échelle mondiale. Parmi les projets financés par cette institution figure le projet de restauration et de résilience du paysage qui a contribué à faire évoluer les normes sociales. Le projet Nyunganira est également de la partie, car il vise à autonomiser les femmes en créant des emplois et en leur facilitant l'accès au crédit. En outre, la Banque Mondiale s'intervient dans le domaine de l'électrification.

Mme Wagué a indiqué qu'en collaboration avec le gouvernement du Burundi, elle définira le programme le plus pertinent pour le pays. Elle a mentionné un programme régional axé sur l'autonomisation économique des jeunes femmes destiné à renforcer leur résilience. Ce programme qui a rencontré un grand succès en Afrique de l'Est a été conçu en partenariat avec l'UNFPA et a suscité l'intérêt de

nombreux pays de la région. Elle considère ce programme comme particulièrement prometteur pour le Burundi.

La représentante résidente de la Banque Mondiale a également réaffirmé son engagement à travailler avec le gouvernement burundais pour soutenir des actions concrètes en faveur des jeunes.

Autres points à privilégier

Les participants à cet atelier ont souligné les priorités sur lesquelles une attention accrue devrait être portée. Clara Anyangwe, représentante de l'ONU Femmes au Burundi a mis en avant plusieurs axes essentiels : la participation des femmes dans les instances de décision, l'accès des filles à l'éducation, l'accès à l'information technologique et l'élaboration d'un budget sensible au genre.

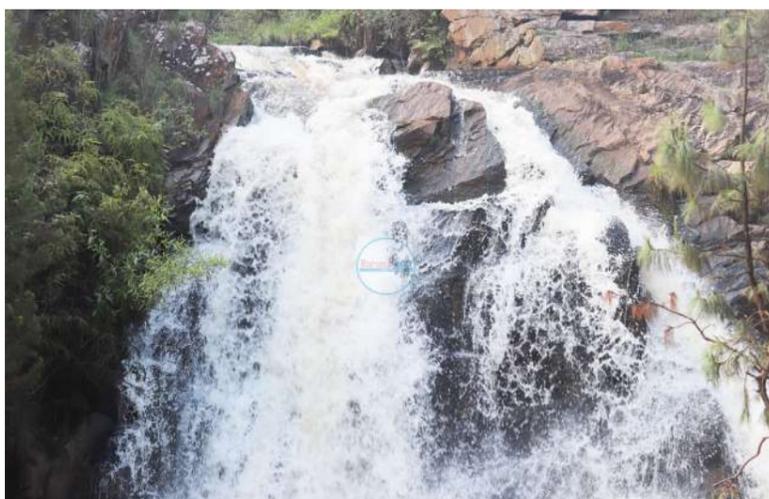
Parallèlement, le délégué du représentant résident de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Burundi a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités du ministère en charge du genre. Cela pourrait passer par la mise à disposition d'outils appropriés et par l'actualisation de la politique genre afin de définir des orientations claires. Il est crucial d'élaborer une stratégie genre qui prenne en compte ces priorités, en adoptant des objectifs à moyen et long terme. Francine Inarukundo, secrétaire permanente au ministère des finances a indiqué que ce ministère est prêt à accueillir des projets visant à soutenir les femmes.

La ministre en charge du genre a par ailleurs chaleureusement remercié les partenaires au développement pour leur participation et leur engagement financier en faveur des priorités de la secteur genre.

TOURISME

Agasumo ka Mwaro : Un site touristique non aménagé

"Agasumo ka Mwaro" est l'un des sites touristiques les plus connus du centre du pays en raison de sa beauté spectaculaire et de sa dimension sacrée dans le Burundi traditionnel. Pourtant, son apport économique reste faible en raison de son aménagement incomplet pour attirer davantage de touristes



Composé de quatre chutes successives d'une beauté spectaculaire, le site touristique "Agasumo ka Mwaro" est réputé pour sa dimension sacrée, étant un haut-lieu lié au culte « kubandwa », une pratique spirituelle de possession célébrée dans le Burundi traditionnel.

La chute « Agasumo ka Mwaro », ou la petite chute de Mwaro est un site touristique important situé dans la province de Mwaro. Elle se trouve sur la rivière Kayokwe qui sépare les communes de Gisozi et de Kayokwe, toutes deux de la province de Mwaro. Ce site, composé de quatre chutes successives d'une beauté spectaculaire, est réputé pour sa dimension sacrée, étant un haut-lieu lié au culte « kubandwa », une pratique spirituelle de possession célébrée dans le Burundi traditionnel.

Les responsables administratifs de la province de Mwaro affirment que ce lieu est très visité par de nombreux touristes aussi bien nationaux qu'étrangers.

Cependant, bien qu'il attire les touristes, notamment pendant l'été, son apport économique dans le développement de cette jeune province reste faible, comme l'indique Claver Ngurube, conseiller social et culturel du Gouverneur de la province de Mwaro.

Il explique que ce site n'est pas bien aménagé pour générer des revenus. Toutefois, il précise que chaque touriste qui visite ce site doit

s'acquitter d'une somme de 2000 FBu, un montant qui reste minimal pour un étranger. Cet argent est géré par les communes adjacentes, à savoir Kayokwe et Gisozi.

Des maisons d'accueil et des paillotes dysfonctionnelles

Dans ce lieu calme et silencieux où on n'entend que le bruit des chutes d'eau, une belle maison d'accueil

en briques cuites a été construite ainsi que des paillotes dont la propreté laisse à désirer. Elles semblent être dysfonctionnelles. Les guides touristiques sur place nous expliquent que le non fonctionnement de cette maison d'accueil est dû à l'absence d'électricité, un besoin essentiel pour aménager ce site correctement.

« Il n'y a pas de courant électrique et nous avons essayé d'installer des panneaux solaires pour éclairer le site et connecter des radios, mais en vain », déplore un de ces jeunes hommes. Il ajoute que les touristes venus aussi bien d'Afrique que d'Europe, visitent ces chutes entourées d'une végétation luxuriante, mais manquent d'espace propre et confortable pour se reposer.

Il indique que ce site pourrait générer des revenus s'il était bien aménagé, notamment en tirant parti de la macadamisation de la Route Nationale Bujumbura-Nyakararo-Mwaro-Gitega (RN18), qui relie les deux grandes villes du pays.

Vers la protection du site touristique "Agasumo ka Mwaro"

Des maisons d'habitation avec ou sans toitures et des stands

non autorisés ont été construits tout au long de l'entrée de ce site. Selon Ngurube, les constructeurs de ces bâtiments non autorisés ont été empêchés de continuer par le ministère en charge de l'environnement, qui a délimité la zone du site touristique "Agasumo ka Mwaro" pour la protéger des actions anthropiques nuisibles.

Cet ardent défenseur de la culture burundaise explique qu'aucune maison d'habitation ne peut être construite dans ce lieu sacré pour les Burundais d'antan, afin de préserver l'authenticité de ce site touristique. Cependant, il indique que la province de Mwaro envisage de construire des maisons traditionnelles dans ce lieu sacré pour attirer davantage de touristes. M. Ngurube appelle également les hommes d'affaires à investir dans la construction d'hôtels de qualité à Mwaro, afin d'accueillir les touristes souhaitant passer un agréable séjour dans cette province.

Avec l'adoption du christianisme au Burundi, le culte de « kubandwa » a disparu. Cependant, la chute "Agasumo ka Mwaro" reste gravée dans la mémoire des traditionalistes de Mwaro et au-delà.

Méchaël Tuyubahe

Lutte contre les VBGs : « Transformons les paroles en actions concrètes »

Les campagnes des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes sont organisées chaque année au Burundi depuis 2017. Des thèmes, des discours et des slogans accrocheurs sont choisis, ainsi que diverses autres stratégies pour mettre fin aux violences basées sur le genre (VBG). Pourtant, ce fléau persiste. La Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Burundi appelle à transformer les paroles en actions concrètes



Le Burundi n'est pas à l'abri des cas de violences basées sur le genre (VBG)

« Une femme sur trois dans le monde a été victime de violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie. Chaque heure, cinq femmes ou filles sont tuées par un membre de la famille », a précisé Mme Violet Kakyomya, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Burundi. C'était lors des cérémonies de lancement de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, édition 2024.

Le Burundi n'est pas à l'abri

des cas de violences basées sur le genre (VBG), et les exemples sont légion. Cela a été confirmé lors des différentes activités organisées par diverses parties œuvrant dans le cadre de cette campagne. Pourtant, de nombreuses stratégies de lutte contre les VBG ont été établies au Burundi.

Mille et une stratégies

« Le viol est un crime. Ne laissons pas les viols IMPUNIS », peut-on lire sur le mur du palais des arts et de la culture au centre-ville de Bujumbura. Ce message fort et permanent, dans un lieu public, est l'un des exemples montrant la détermination à éradiquer les VBG au Burundi.

De même, depuis 2017, le Burundi participe à la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Des thèmes accrocheurs sont choisis chaque année. Le thème de cette année est « Vers les 30 ans de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Pékin : Tous unis pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles ».

Le gouvernement du Burundi a également mis en place plusieurs stratégies pour éradiquer ce fléau. Parmi celles-ci, on peut citer l'adoption d'une loi contre les VBG, la création des réseaux de lutte contre les VBG à tous les niveaux, l'établissement des centres de prise en charge des victimes, l'introduction des dossiers de couleurs différentes dans les juridictions et la nomination des points focaux VBG à la police et dans diverses juridictions.

Les défis restent les mêmes

Malgré toutes les stratégies mises en place, les VBGs persistent. Les principales causes restent les mêmes. Lors d'un atelier de haut niveau tenu dans le cadre de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, plusieurs défis ont été soulignés. On citerait notamment la

pauvreté des ménages, les normes sociales qui accordent certains privilèges aux garçons jusqu'à leurs sœurs, le faible niveau d'autonomie financière des femmes et les lacunes dans les textes légaux.

« Il est temps de briser le silence et de multiplier les initiatives pour offrir plus de protection à nos sœurs, à nos enfants, à nos mères et à nos frères. Rappelons-nous : l'égalité et la dignité pour tous ne sont pas seulement des droits fondamentaux, mais aussi des piliers d'une société juste, cohésive et prospère », a souligné Mme Kakyomya. « Ensemble, transformons la douleur en espoir, et les paroles en actions concrètes », a-t-elle conclu.

Rappelons que les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre (VBG) sont une campagne mondiale qui se déroule chaque année du 25 novembre (Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) au 10 décembre (Journée des droits de l'homme). Cette campagne vise à sensibiliser et à mobiliser les gens pour lutter contre les VBG et promouvoir l'égalité des genres.

Florence Inyabuntu

Quand les activités sportives redorent les sourires

Les personnes vivant avec une déficience intellectuelle sont souvent discriminées, cachées et rejetées par la société et leurs familles. Pourtant, lorsqu'elles sont bien encadrées, elles peuvent devenir une fierté pour leurs familles et pour toute une nation. Annie Ciella Mizero en est une preuve vivante



Annie Ciella Mizero « Lorsque j'ai commencé à voyager pour représenter le pays aux Jeux Mondiaux de Spécial Olympics, j'ai compris que je constitue plutôt une fierté ».

De la méprisée à une fierté

Son intégration à l'IMP a marqué un tournant. Elle a découvert qu'elle n'était pas seule à vivre avec une déficience mentale. « Cela m'a permis de m'épanouir et de me reconnaître à ma juste valeur », témoigne-t-elle.

Sa participation aux Jeux Mondiaux de Special Olympics à Berlin (2023) et au football unifié à Ntungamo en Ouganda (2024) ont amplifié ce sentiment. « Lorsque j'ai commencé à voyager pour représenter le pays aux Jeux Mondiaux de Special Olympics, j'ai compris que je constitue plutôt une fierté », dit-elle.

Mizero se prépare encore à représenter le Burundi aux Jeux Mondiaux de Special Olympics de Chili en 2027. Elle espère participer à encore plus de compétitions. Aujourd'hui, elle se sent plus à l'aise, capable et invincible.

Grâce à l'argent gagné lors de ses voyages, Mizero a lancé un projet d'élevage de moutons. Elle espère ainsi devenir financièrement autonome et préparer son avenir. Elle rêve également d'aider d'autres enfants vivant avec une déficience intellectuelle à sortir de l'ombre, à retrouver leur dignité et leur valeur et à les accompagner vers la réalisation de leurs rêves.

Face aux mépris de la société Burundaise

Les personnes vivant avec une déficience mentale sont souvent discriminées au sein de leurs ménages. Certains sont même rejetés par leurs familles. C'est le cas d'Odette Nshimirimana, jeune du Centre I Muhira de Maramvya vivant avec déficience intellectuelle qui, elle aussi, participait à ces activités sportives.

Comme elle le raconte, elle a été maintes fois discriminée et rejetée par sa famille. « Personne ne voulait me voir chez eux. Ils me le disaient ouvertement. Ils me méprisaient. Cela ne faisait qu'empirer mon état mental », dit-elle. Lorsqu'elle a intégré le centre encadrant de telles personnes, elle a compris qu'elle avait de la valeur. « J'ai remarqué que mes problèmes étaient moindres comparativement à ceux des autres fréquentant le même centre. J'ai même commencé à aider ceux ayant des incapacités plus graves que les miennes », explique-t-elle.

Nshimirimana n'est pas la seule à subir cette discrimination

Téléphore Ndayishimiye est coach des athlètes vivant avec une déficience intellectuelle de la province de Gitega (Sous-programme) depuis près de quatre. Il constate que certains parents commencent à comprendre qu'un enfant vivant avec une déficience mentale est un enfant comme les autres. Néanmoins, il souligne qu'il reste encore du travail à faire, car certains parents cachent encore leurs enfants atteints de déficience mentale.

Les jeux du mouvement Special Olympics, un secteur à soutenir

Selon Théon Tuyisabe, Vice-Président de Special Olympics Burundi, des activités sportives sont organisées pour permettre aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle de se sentir à l'aise dans leur société.

Parmi ces activités, il note le sport unifié, qui permet aux athlètes vivant avec une déficience intellectuelle de jouer avec leurs pairs non handicapés. Cela impacte positivement tant leur santé physique que mentale. Il appelle les parents ayant des enfants pareils à leur donner la chance de jouer de leurs droits aux jeux. Il se réjouit des progrès déjà réalisés et appelle chacun à soutenir ce domaine.

Signalons que les athlètes burundais vivant avec une déficience intellectuelle ont déjà participé aux Jeux Mondiaux d'Abou Dhabi en 2019, aux jeux panafricains du Caire/Egypte en 2020 et aux jeux Mondiaux de Berlin en 2023. A chaque fois, les participants burundais ont maintes fois rapporté des médailles, une fierté pour eux, mais aussi pour le pays.

Néanmoins, certains défis persistent, notamment le manque de terrains adaptés pour permettre aux participants de se préparer pour diverses disciplines. Cela limite la représentation du Burundi à seulement pu de disciplines.

Florence Inyabuntu



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS, HOPE DESIGN VOUS PROPOSE DES GOURDES PERSONNALISÉES

